

# **Malaisie - Birmanie : Des déportations de birmans dénoncées par Amnesty International**

jeudi 25 février 2021, par [Amnesty International](#) (Date de rédaction antérieure : 25 février 2021).

**En réponse à la nouvelle selon laquelle le gouvernement Malaisien a expulsé 1 086 personnes vers la Birmanie mardi 23 février, la directrice exécutive d'Amnesty International Malaisie, Katrina Jorene Maliamauv, a déclaré "La décision du gouvernement malaisien d'expulser des personnes au mépris d'un ordre de la Haute Cour aujourd'hui était inhumaine et dévastatrice »**

---

## **Le Contexte**

Le 23 février 2021, le gouvernement malaisien a expulsé 1 086 ressortissants birmans. Avant cela, le directeur général du département de l'immigration, Khairul Dzaimée Daud, a déclaré que l'expulsion concernerait des personnes ayant enfreint la loi sur l'immigration de 1959/63 et le règlement sur l'immigration de 1963, notamment des infractions telles que le fait de ne pas porter de documents d'identité, le dépassement de la durée de séjour autorisée et l'utilisation abusive des cartes de visite.

Plus tôt dans la journée, un juge de la Haute Cour a accordé un sursis d'une journée à l'expulsion afin d'entendre une affaire de révision judiciaire déposée par Amnesty International Malaisie et Asylum Access Malaysia.

Le contrôle judiciaire visait à obtenir une décision de justice pour empêcher l'expulsion, et comprenait les noms et les coordonnées de trois détenteurs de documents du HCR et de 17 mineurs dont au moins un parent était encore en Malaisie. L'expulsion des ressortissants birmans a eu lieu avant qu'une audience prévue sur la révision judiciaire ne soit autorisée le 24 février 2021, ce qui pourrait faire du gouvernement un outrage au tribunal.

Avant l'expulsion, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés a déclaré qu'au moins trois personnes enregistrées auprès de lui figuraient parmi celles qui devaient être expulsées, et a exprimé sa préoccupation quant au fait que d'autres personnes du groupe pourraient se trouver dans une situation similaire. Le HCR s'est vu refuser l'accès aux centres de détention depuis août 2019.

## **La réaction d'Amnesty**

« Nous pensons qu'avec un ordre de la Cour, les personnes devant être expulsées seraient en sécurité, et nous sommes donc choqués que le gouvernement ait procédé à cette expulsion » a poursuivi la responsable d'Amnesty International.

« Il semble que les autorités aient fait fi de cette déportation cruelle et choquante avant même d'avoir examiné la décision, et malgré les appels lancés pendant une semaine pour que les personnes figurant sur la liste soient correctement évaluées. » Les autorités ont affirmé précédemment qu'il n'y avait pas de demandeurs d'asile dans le groupe, ce qui était manifestement faux. Aujourd'hui, il y a encore d'énormes et très préoccupants points d'interrogation sur le statut des personnes renvoyées.

"Il est épouvantable que le HCR n'ait pas eu la possibilité d'accéder au groupe - tout comme on leur a refusé l'accès aux centres de détention pour immigrés depuis août 2019.

### **Retours volontaires**

« Les autorités insistent sur le fait que les personnes expulsées ont accepté de rentrer volontairement - mais les options pour les personnes et leurs familles étaient entre une détention indéfinie ou un retour à une situation extrêmement volatile en pleine période de coup d'Etat. Le recours à des moyens indirects pour repousser des personnes face à de graves violations des droits de l'homme est essentiellement un refoulement constructif. » Cette décision, qui met en danger la vie de plus d'un million de personnes et de leurs familles, laisse une tache indélébile sur le bilan de la Malaisie en matière de droits de l'homme, déjà en fort déclin au cours de l'année dernière.

### **Nouvelle audience**

« L'audience de mercredi, qui se poursuivra encore, doit révéler des réponses sur ce qui s'est passé. Un événement comme la déportation d'aujourd'hui - entreprise dans le secret et sans que l'ONU ait accès aux personnes vulnérables - ne doit plus jamais se reproduire. Nous appelons les autorités malaisiennes à respecter leurs obligations en vertu du droit international des droits de l'homme, à assurer un rapatriement sûr et volontaire, avec un accès au HCR pour évaluer les personnes expulsées. » Les autorités doivent rétablir l'accès des Nations unies aux centres de détention et leur permettre de mener à bien leur travail qui sauve des vies. La détention uniquement pour le contrôle de l'immigration ne doit pas être autorisée à continuer, et le gouvernement doit travailler à la libération des personnes détenues pour cette raison. Les réfugiés et les demandeurs d'asile en quête de sécurité doivent être autorisés à demander une protection dans un pays comme la Malaisie. Nous ne pouvons pas continuer à nier l'humanité fondamentale de ceux qui ont cherché du travail ou la sécurité sur nos côtes".

### **Communiqué d'Amnesty International**

---

#### **P.-S.**

• Gavroche Thaïlande | 25/02/2021 :  
<http://www.gavroche-thaïlande.com/actualites/ailleurs-en-asie/114092-malaisie-birmanie-des-deportations-de-birmans-denoncees-par-amnesty-international>

Chaque semaine, recevez Gavroche Hebdo. Inscrivez vous en cliquant ici :  
<http://www.gavroche-thaïlande.com/newsletter-subscribe>